

De Backer B., De Jaer M., De Mulder F., Klein-Beaupain Th.,  
Lambert S., Leens M., Nayer A., Opdenberg M.-L., Van Dingenen F.

# L'année sociale

Fondée par Guy Spitaels

# 1978



Institut de Sociologie (fondé par E. Solvay)  
Etudes d'économie sociale

Editions de l'Université de Bruxelles

TABLE DES MATIERES

<u>PREMIERE PARTIE : LA VIE LEGISLATIVE</u>	15
I. <u>LES LOIS ANTI-CRISE DES 4 ET 5 AOUT 1978.</u>	17
A. LE PROJET GLOBAL.	17
B. AVIS AU LECTEUR-LES POUVOIRS SPECIAUX.	19
C. L'EGALITE DE TRAITEMENT ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES EN CE QUI CONCERNE LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET L'ACCES A L'EMPLOI, A LA FORMATION ET A LA PROMOTION PROFESSIONNELLES AINSI QUE L'ACCES A UNE PROFESSION INDEPENDANTE (Titre V de la loi de réorientation économique).	25
1. Les justifications du projet gouvernemental	25
2. Les travaux parlementaires	27
3. L'Economie du titre V de la loi de réorientation économique	29
D. L'ARRETE ROYAL N° 12 CONCERNANT L'INSPECTION DU TRAVAIL PRIS EN EXECUTION DE L'ARTICLE 23, § 4, DE LA LOI DU 5 AOUT 1978. (23 octobre 1978).	35
1. Justification	35
2. Contenu	35
E. LES DISPOSITIONS MODIFIANT L'ORGANISATION DES ELECTIONS SOCIALES PRISES EN EXECUTION DE L'ARTICLE 23, § 1, DE LA LOI DU 5 AOUT 1978.	38
1. Justifications	38
2. Contenu	41
II. <u>LES PROBLEMES DE L'ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE</u>	52
A. LES PROBLEMES BUDGETAIRES DE L'ASSURANCE SOINS DE SANTE.	52
1. La situation fin 1977	52
2. La clôture de l'exercice 1976	52
3. Les mesures d'assainissement prévues en 1978	54
4. Le budget de 1979 de l'assurance soins de santé	63
5. Les nouvelles estimations relatives à 1977	67
6. La situation fin 1978	67

B. LES PROBLEMES DE LA TRESORERIE.	70
1. La situation au début de l'année 1978	70
2. Les causes profondes des difficultés de trésorerie de l'A.M.I.	74
3. Les propositions de l'I.N.A.M.I. au Ministre M. CALIFICE (21.2.1978)	74
4. La situation fin 1978	75
C. LES MESURES RELATIVES AUX MEDICAMENTS	77
1. La prorogation de la loi du 9 juillet 1975 instituant un régime de prix pour les spécialités pharmaceutiques et autres médicaments	77
2. La mise en place d'une commission chargée de débloquenter le remboursement des nouvelles spécialités pharmaceutiques	78
D. L'I.N.A.M.I. ET LA REFORME DES INSTITUTIONS	80
1. Compétences nationales et communautaires	80
2. Quelques commentaires	80
E. LES RELATIONS MEDICO-MUTUALISTES	82
1. Le comptage des membres des organisations professionnelles du corps médical	82
2. Les pourparlers entre la confédération et la fédération WYNEN	85
3. La proposition de charte médico-sociale du docteur WYNEN	87
4. Le nouvel accord officieux	90
III. <u>LOI RELATIVE AUX CONTRATS DE TRAVAIL</u> (3 juillet 1978)	92
A. JUSTIFICATIONS DU PROJET DE LOI	92
B. DE LONGS DEBATS	98
C. ECONOMIE DE LA LOI	100
1. Contrats de travail dans leur ensemble	100
2. Contrats de travail d'ouvrier	110
3. Contrats de travail d'employé	116
4. Contrats de travail de représentant de commerce	121
5. Contrats de travail domestique	125
6. Contrats d'occupation d'étudiants	127

<u>DEUXIEME PARTIE : LA VIE PARITAIRE</u>	131
I. <u>LES NEGOCIATIONS INTERPROFESSIONNELLES - UN TROISIEME ECHEC</u>	133
A. LE CALENDRIER DES CONVENTIONS	133
B. LES POSITIONS RESPECTIVES	133
C. ELEMENTS D'INTERPRETATION	139
II. <u>LES CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL CONCLUES AU SEIN DU CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL</u>	143
A. LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 32 CONCERNANT LE MAINTIEN DES DROITS DES TRAVAILLEURS EN CAS DE CHANGEMENT D'EMPLOYEUR DU FAIT D'UN TRANSFERT CONVENTIONNEL D'ENTREPRISE.	143
1. Principes de la directive	143
2. Champ d'application de la convention	144
3. Maintien des droits des travailleurs	145
4. Protection contre le licenciement	145
B. LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 5 ter COMPLETANT ET MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 5 DU 24 MAI 1971 CONCERNANT LE STATUT DES DELEGATIONS SYNDICALES DU PERSONNEL DES ENTREPRISES.	146
C. LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 33, RELATIVE A LA GARANTIE D'UN REVENU MINIMUM MENSUEL MOYEN AUX MINEURS D'AGE OCCUPES A DES ACTIVITES OU DANS DES SECTEURS NE DEPENDANT PAS D'UNE COMMISSION PARITAIRE OU DEPENDANT D'UNE COMMISSION PARITAIRE NON CONSTITUEE.	147
1. Champ d'application	147
2. Principe	148
D. LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 17 QUATER EXECUTANT LA C.C.T. N° 17 DU 19 DECEMBRE 1974 INSTITUANT UN REGIME D'INDEMNITE COMPLEMENTAIRE POUR CERTAINS TRAVAILLEURS AGES EN CAS DE LICENCIEMENT.	149

III. DES CONFLITS AXES SUR LA REDUCTION DE LA DUREE DU TRAVAIL.	150
A. LE RENOUELEMENT DE LA CONVENTION COLLECTIVE DU SECTEUR PETROLIER.	150
1. Le déroulement des negociations	150
2. Les données sociologiques	157
B. LE CONFLIT DANS LE SECTEUR SIDERURGIQUE	161
1. Introduction	161
2. Le déroulement des négociations	161
3. Données sociologiques	176
<u>TROISIEME PARTIE : LA VIE SYNDICALE</u>	181
LE CONGRES STATUTAIRE DE LA F.G.T.B. (24-25 novembre)	183
1° Priorité à l'emploi	183
2° Amélioration de l'acquis social	185
3° Promotion du caractère de service public des soins de santé	186
4° Sauvegarde du pouvoir d'achat	187
5° Contrôle ouvrier	188
6° Planification économique	188
7° Politique d'utilisation rationnelle de l'énergie	188
8° Amélioration de la qualité de la vie privée et professionnelle	189
9° Société égalitaire en droits	190
<u>QUATRIEME PARTIE : LE VISAGE SOCIAL DE L'EUROPE</u>	193
I. LA MISE EN APPLICATION DU NOUVEAU REGLEMENT REFORMANT LE FONDS SOCIAL EUROPEEN.	195
A. BREF RAPPEL DE L'EVOLUTION DU FONDS AVANT LA REFORME DE 1977	195
B. LA REFORME DU 20 DECEMBRE 1977	197
C. LES REALISATIONS DU NOUVEAU FONDS	202
1. Sur le plan de la repartition des crédits	202
2. Au niveau des opérations	203

II.	<u>ETUDES PREPARATOIRES ET EXPERIENCES PILOTES.</u>	207
III.	LA DIRECTIVE DU CONSEIL DU 19 DECEMBRE 1978 RELATIVE A LA MISE EN OEUVRE PROGRESSIVE DU PRINCIPE DE L'EGALITE DE TRAITEMENT ENTRE HOMMES ET FEMMES EN MATIERE DE SECURITE SOCIAL.	208
	<u>CINQUIEME PARTIE : LE CHOMAGE</u>	213
I.	L'EVOLUTION DU CHOMAGE COMPLET - <u>SITUATION AU 30 JUIN 1978.</u>	215
	A. RELEVÉ ET EVOLUTION	215
	B. LE CHOMAGE COMPLET SELON LES CARACTERISTIQUES DES CHOMEURS	217
	C. LE CHOMAGE COMPLET SELON LES REGIONS	225
	D. LE CHOMAGE COMPLET PAR BRANCHE D'ACTIVITE	227
II.	L'EVOLUTION DU CHOMAGE COMPLET - <u>SITUATION AU 31 DECEMBRE 1978.</u>	228
III.	<u>LE CHOMAGE PARTIEL.</u>	230
IV.	<u>LE PLAN DE RESORPTION.</u>	231
	<u>REPARTITION DES MATIERES SELON LES AUTEURS</u>	237